*LA GUERRE DU LIBAN (1975-1990)*

Si l’on a coutume de parler de guerre du Liban au singulier, il faudrait plutôt lui préférer un pluriel tant furent nombreux les conflits imbriqués dans cette guerre. Aucun historien n’a consacré de monographie à ce conflit. Les historiens ont plutôt cherché dans le passé libanais les prodromes de la guerre. Si l’idée d’une guerre confessionnelle peut paraître la plus évidente, cela tient à la superposition de logiques politiques et de logiques communautaires. Ce phénomène découle du système confessionnel qui, au Liban, définit la répartition des pouvoirs par l’appartenance communautaire. La notion de guerre civile se révèle alors plus pertinente.

1. **UN LIBAN FRAGMENTE**

Lorsque la guerre éclate en avril 1975 à la suite de l’attaque par des hommes armés du parti phalangiste d’un bus transportant des palestiniens, le conflit semble pouvoir être résumé au clivage entre deux camps : Les palestino-progressistes et les partis chrétiens. Mais, à l’orée des années 1980, le premier est fragmenté, le second traversé par des conflits internes.

1. La première phase de la guerre (1975-1978)

*Palestino-progressistes contre front libanais*

**D’un côté,** le camp appelé palestino-progressiste est dominé par le Mouvement National Libanais, une coalition de diverses organisations de gauche présidée par **Kamal Joumblatt**, chef de la communauté druze. On y trouve le parti socialiste progressiste (PSP) de ce dernier qui milite pour une abolition du confessionnalisme du fait de l’exclusion de la communauté druze des postes clés. Le Parti communiste critique également ce système car il reproduit la lutte des classes. Le mouvement National regroupe également des organisations nationalistes arabes ainsi que des mouvements palestiniens partisans d’une ligne dure contre Israël comme le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP).

**Dans le camp adverse**, les principaux chefs de la communauté maronite, **Pierre Gemayel** qui dirige le parti phalangiste, **Camille Chamoun** président de la république entre 1952 et 1958 et fondateur du Parti National Libéral (PNL) et **Suleiman Frangié,** président depuis 1970 sont inquiets du climat révolutionnaire. L’accord du Caire de 1969 a accordé l’extraterritorialité aux camps palestiniens du Liban, ce qui permet aux palestiniens d’organiser des actions militaires depuis le Liban sans être soumises aux autorités. Après le conflit avec la Jordanie, **Le Liban est devenu une base palestinienne.** En représailles Israël mène des attaques contre le pays Lorsque l’armée libanaise a voulu s’attaquer aux camps palestiniens, elle a rencontré l’opposition du Mouvement national. La voie est alors ouverte à une militarisation accrue des « Phalanges libanaises ». **Les forces chrétiennes s’allient en 1976 dans un Front Libanais avec les Forces libanaises comme milice.**

Les affrontements des années 1975 et 1976 obéissent à ce clivage mais prennent la couleur d’une guerre confessionnelle. Dès la fin du mois de mai 1975, Beyrouth est coupée en deux entre l’ouest à majorité musulmane et l’Est à majorité chrétienne. Chaque milice s’en prend à la population civile. Ainsi, le **6 décembre 1975,** des miliciens chrétiens assassinent tous les musulmans qu’ils rencontrent en guise de vengeance suite aux meurtres commis par le mouvement National. La Montagne qui abrite une population très mixte est le théâtre de violents affrontements dont les palestino-progressistes sortent vainqueurs.

*Intervention syrienne et dislocation des alliances*

La Syrie, championne de l’arabisme paraissait un soutien naturel pour le camp palestino progressiste. **Pourtant, c’est pour venir en aide aux milices chrétiennes qu’elle envoie son armée au Liban en juin 1976.**

On peut y voir plusieurs raisons :

* La volonté d’empêcher l’émergence de nouveaux concurrents sur le terrain de l’arabisme
* Le désir de contrôler les organisations palestiniennes
* La défense de son territoire contre Israël

La Famille Assad entretient de surcroît de très bons rapports avec la famille Frangié. L’armée syrienne repousse ainsi l’offensive du camp propalestinien et un cessez le feu entre en vigueur en octobre. Le camp palestinien est déstabilisé par l’assassinat de son leader Kamal Joumblatt en 1977. Le front libanais est également secoué par des divisions internes. Les Israéliens ont décidé d’aider ses milices pour en faire un rempart contre les palestiniens. Mais Suleiman Frangié refuse cette aide israélienne et défend l’option syrienne. Bachir Gemayel qui dirige les phalanges n’accepte pas la concurrence et fait assassiner le fils de Frangié en 1978. Puis, en 1980 c’est la milice du PNL de Chamoun qui est frappée par un règlement de compte.

*Première intervention israélienne*

Menaheim Begin décide de détruire les bases des organisations palestiniennes au Liban. L’opération Litani est lancée en mars 1978 et l’armée israélienne occupe la région. Elle fait de nombreuses victimes parmi la population civile. Cette attaque est condamnée par l’Onu qui forme une Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Les israéliens se retirent en juillet mais refusent de remettre toute la région à la FINUL et laissent la zone frontalière dans les mains d’un militaire libanais chrétien Saad Haddad. **Celui-ci y proclame un Etat du Liban libre.**

1. Le Liban à l’orée des années 1980

*Un Etat à l’autorité réduite*

Le président Elias Sarkis élu en 1976 a tenté de former une nouvelle armée mais celle n’impose son autorité que sur une fraction réduite du territoire. La plaine de la Bekaa et les régions du nord du pays sont sous contrôle syrien tandis que les Israéliens lui interdisent de pénétrer dans le sud. Même dans les zones en théorie sous contrôle, le président se retrouve face à un véritable Etat dans l’Etat, celui des milices qui lèvent leurs propres impôts et prennent en charge les services publics.

Le président Sarkis soutient la candidature de Bachir Gemayel en espérant qu’il ramène l’autorité de l’Etat.

*La Syrie en guerre contre ses anciens alliés*

La présence syrienne au Liban est mal acceptée par une grande partie du camp chrétien qui craint une occupation durable. En 1978, des affrontements ont lieu entre les troupes syriennes et les miliciens du PNL qui refusent qu’elles pénètrent dans les zones chrétiennes. Après les accords de Camp David, la Syrie lance des bombardements sur les zones chrétiennes et renoue avec l’OLP, laquelle se trouve isolée par la paix entre l’Egypte et Israël. Bachir Gemayel qui a réussi à atténuer les divisions dans son camp lance une attaque contre les forces syriennes dans la vallée de la Bekaa. Israël soutient l’opération et abat des hélicoptères syriens.

*Opérations palestiniennes et représailles israéliennes*

L’opération Litani n’a pas permis à Israël de mettre fin aux organisations palestiniennes, celles-ci s’étant repliées plus au nord au moment de l’invasion. En 1980, elles parviennent à lancer plus de 200 attaques contre l’Etat hébreu. En juillet 1981, Israël frappe Beyrouth Ouest où se trouvent les principales organisations de l’OLP.

1. **PAIX EN GALILEE : LA GUERRE LIBANAISE D’ISRAËL**

Le 3 juin 1982, une tentative d’assassinat vise l’ambassadeur israélien à Londres. L’attaque es revendiquée par le groupe Abou Nidal qui a fait sécession de l’OLP. Israël bombarde en représailles les positions de l’OLP au Liban et lance ses troupes dans le pays le 6 juin. Pour le ministre de la défense Ariel Sharon, l’objectif est de mettre un terme aux organisations palestiniennes et de supprimer la menace que représente l’arsenal syrien au Liban.

1. Le siège de Beyrouth et le départ des organisations palestiniennes

Les troupes israéliennes fortes de plus de 70 000 hommes ne s’arrêtent pas cette fois ci au fleuve Litani mais poursuivent leur offensive vers le nord. Elles ne rencontrent face à elles que la résistance palestinienne qui ne dispose que de 15 000 combattants. L’armée israélienne lancent le siège de Beyrouth ouest le 14 juin. La France et le médiateur américain Philip Habib négocient afin d’obtenir une évacuation des combattants palestiniens. Ceci est fait entre le 21 et le 31 août.

1. L’impossible paix israélienne

Le 23 août, Bachir Gemayel est élu à la présidence. Il refuse de signer le traité de paix que lui propose Israël. Le nouveau président trouve néanmoins la mort dans un attentat. **Israël en profite pour entrer dans Beyrouth Ouest et confie aux forces libanaises les camps palestiniens de Sabra et Chatila. Entre le 16 et le 18 septembre, celles-ci y pénètrent et massacrent la population. L’évènement suscite l’indignation internationale.**

*L’accord mort né de 1983*

Amine Gemayel, le frère du défunt est élu le 21 septembre à la présidence. Les américains l’encouragent à négocier avec Israël, des **négociations qui aboutissent à un accord conclu le 17 mai 1983.** Cet accord prévoit le retrait de toutes les forces étrangères du Liban mais conserve un droit d’intervention israélien dans le sud. Face aux pressions de la population, le président refuse finalement de le ratifier.

*La reprise des affrontements communautaires*

En 1983, les forces libanaises profitant de l’occupation israélienne, implantent leurs hommes dans le Chouf, région de la Montagne au peuplement mixte afin d’en prendre le contrôle. La milice druze ainsi que le PSP ne peuvent l’accepter et de violents combats éclatent. Bien qu’ayant pour allié les forces libanaises, Israël attise le conflit en réarmant le PSP qui parvient à chasser les forces libanaises occasionnant l’exil de plus de 100 000 chrétiens.

1. La résistance à l’occupation israélienne

Israël, aidé par les forces libanaises développe tout un appareil de répression face à la résistance. Face à l’intensité de cette résistance, Yitzhak Rabin décide de mettre fin à l’opération.

*La naissance du* ***hezbollah***

En 1982, le parti chiite Amal implose : son président Nabih Berri accepte de participer au Comité de salut national formé par le président Sarkis au moment de l’invasion.

C’est dans ce contexte que naît le Hezbollah. Deux clercs originaires de la Bekaa Subhi Al Tufayli et Abbas AL Mussawi délivrent tous les deux depuis la fin des années 70 un enseignement religieux aux jeunes de la région. Tufayli est proche des hauts dirigeants de la république islamique iranienne. **Ils fondent le Hezbollah (parti de dieu) en 1984 et annoncent officiellement sa création en 1985.** Le mouvement mène une résistance active contre Israël et revendique le premier attentat suicide de l’histoire de la région contre des militaires à Tyr.

1. **A LA RECHERCHE DE LA PAIX**

A partir du milieu des années 80, le Liban s’enfonce dans le chaos.

1. La solution syrienne

La Syrie a obtenu de l’URSS la reconstitution de l’arsenal détruit par Israël. Elle soutient la lutte des troupes druzes en 1983 et leur offensive en direction de Beyrouth au cours de laquelle elles sont rejointes par les forces d’Amal. Menaçant le palais présidentiel, ces troupes sont arrêtées par l’armée libanaise mais inquiètent également les américains qui les voient comme une démonstration de force soviétique. Le contingent US de la Force multinationale bombarde les assaillants. L’artillerie syrienne riposte notamment avec un attentat contre mes forces françaises et américaines qui tuent 241 américains et 58 français. Le président Amine Gemayel est contraint de rechercher le soutien syrien.

*Tentative de paix syrienne*

Une conférence du dialogue national est organisée à Lausanne en mars 1984. Sous la houlette syrienne avec les principaux chefs et forces politiques mais elle ne fait que conclure la nécessité d’une réforme constitutionnelle. La Syrie parvient à négocier entre Amal, le PSP et les forces libanaises une représentation égale au parlement, le renforcement du rôle du premier ministre et l’établissement de relations privilégiées entre le Liban et la Syrie. Mais l’accord n’est pas accepté dans les forces libanaises qui renversent son dirigeant. L’accord n’est pas appliqué et la violence continue.

1. Le chaos libanais : guerre des milices et terrorisme

Le camp palestino-progressiste qui semblait se reconstituer à la faveur de l’invasion israélienne se désagrège à partir de 1984 et c’est entre ses anciennes composantes que les combats vont être très violents.

Les palestiniens sont les premiers à se déchirer en 1983. Des membres de l’OLP critiquent la position modérée de Yasser Arafat et lui reprochent d’être responsable des massacres de Sabra et Chatila. Ils sont soutenus par la Syrie qui voit d’un mauvais œil le rapprochement entre l’OLP et la Jordanie. Arafat est expulsé de Syrie (il avait quitté Beyrouth) et se réfugie avec ses troupes à Tripoli. les dissidents aidés par les syriens assiègent la ville et les combats cessent quand les syriens acceptent qu’Arafat et ses partisans soient évacués par la mer.

Les combats au sein des anciennes composantes du camp palestino-progressiste commencent en 1984 après la conquête de Beyrouth Ouest par Amal. La milice chiite s’en prend aux partis de la gauche libanaise dont de nombreuses figures sont éliminées. Amal ne veut pas voir son hégémonie menacée et des affrontements éclatent contre les palestiniens jusqu’en 1988. **Les forces libanaises** ne veulent pas voir progresser Amal permettent aux combattants palestiniens de transiter par les ports qu’ils contrôlent preuve du retournement d’alliance permanent durant ce conflit. Cette influence d’Amal inquiète également le PSP qui se lance dans des affrontements en 1986. Même la communauté chiite est divisée entre le Hezbollah qui condamne la politique anti palestinienne d’Amal. Les deux factions s’affrontent entre 1988 et 1990.

1. La fin de la guerre

L’échec du traité de paix syrien de 1986a entraîné une paralysie du pays. L’Etat est incapable de rétablir l’ordre. En 1988 aucun candidat ne reçoit l’unanimité autour de lui pour succéder à Gemayel. Le général Michel Aoun s’oppose au candidat de la Syrie et des Etats Unis. Il est parvenu à reconstituer une armée. Pierre Gemayel le nomme chef d’un gouvernement composé de quatre autres militaires pour assurer l’intérim. Mais le précédent gouvernement refuse de démissionner. Michel Aoun parvient à s’imposer à la faveur d’un discours exaltant l’indépendance nationale et en proclamant son désir de se débarrasser de la corruption , du règne des milices et du terrorisme. En février 1989, l’armée attaque les forces libanaises qui contrôlent des ports importants. La situation dégénère lorsqu’Aoun s’en prendre aux ports contrôlés par le PSP. Celui-ci, aidé par la Syrie riposte. C’est le début de 6 mois d’affrontements. L’armée libanaise reçoit le soutien de l’Irak tout juste sorti de la guerre contre l’Iran. La Syrie accepte un cessez le feu qui entre en vigueur le 23 septembre 1989.

*Les accords de Taëf*

Le 22 octobre, la majorité des députés adopte un texte renforçant les pouvoirs du premier ministre sunnite au détriment du président maronite, instaure une parité entre députés musulmans et chrétiens, et proclame la dissolution des milices. Quant à la Syrie, le texte mentionne que les forces syriennes auront la bienveillance d’aider les forces légales libanaises. L’accord est très vite critiqué : **les chiites** dénoncent le poids pris par les sunnites, Michel Aoun rejette la présence syrienne. Le 4 novembre, Aoun dissout le parlement. Malgré les pressions, il refuse d’abandonner son poste de chef de gouvernement. Le 13 octobre 1990, Aoun se retire. Le Liban retrouve peu à peu le calme. Les milices sont dissoutes en 1991 à l’exception du Hezbollah considéré comme un organisme de résistance à Israël.

1. Bilan de la guerre

La guerre aurait fait 70 000 morts et 2000 disparus. Des villages entiers ont été détruits. Plus de 800 000 libanais ont émigré vers les pays pétroliers. La guerre a mis à mal le modèle d’un système multiconfessionnel.